

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n°2003-P-1954 du 27 novembre 2003

fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2002-P-1531 du 7 août 2002 autorisant la société Séché-Eco-Industries dont le siège social est situé au lieu-dit « les Hêtres » sur la commune de Changé, à exploiter un parc d'activités de déchets à Changé, aux lieux-dits « les Hêtres », « l'Oisinière », « Mézerolles » et « la Cousinière ».

Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU la directive du Conseil n° 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge de déchets,

VU le code de l'environnement et notamment son livre V titre I et IV ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18,

VU le décret 53-978 du 20 mai 1953 modifié sur la nomenclature des installations classées,

VU le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux, et notamment ses articles 47 et 48,

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2002 autorisant la société société Séché-Eco-Industries dont le siège social est situé au lieu-dit « les Hêtres » sur la commune de Changé, à exploiter un parc d'activités de déchets à Changé, aux lieux-dits « les Hêtres », « l'Oisinière », « Mézerolles » et « la Cousinière » ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DRIRE en date du 9 octobre 2003,

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 4 novembre 2003 ;

Considérant que, conformément à l'arrêté ministériel susvisé du 30 décembre 2002, l'exploitant doit réaliser une étude en vue de la mise en conformité de son installation,

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions relatives aux conditions d'acceptation des déchets,

Considérant que cette demande doit être formalisée dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1er: La société SECHE ECO-INDUSTRIES devra adresser à monsieur le préfet de la Mayenne, au plus tard le 16 avril 2004, concernant l'installation de stockage de déchets dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHANGE au lieu-dit « l'Oisonnière », une étude permettant de vérifier la conformité de cette installation aux exigences de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ou de mettre en évidence les points pour lesquels une mise en conformité est nécessaire, assortie d'une proposition d'échéancier.

Article 2 : Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«ARTICLE 14 – Contrôle des déchets

14.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles sur le site de l'Oisonnière correspondent aux déchets dangereux définis par le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 modifié pris en application de l'article 541.24 du code de l'environnement, résultant ou non du traitement des déchets, qui ne sont plus susceptibles d'être traités dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de leur caractère polluant ou dangereux.

Ces déchets sont essentiellement solides, minéraux, avec un potentiel polluant constitué de métaux lourds peu mobilisables. Ils sont très peu réactifs, très peu évolutifs, très peu solubles.

Pour être admis sur le site de stockage et ou par les unités de stabilisation, les déchets doivent satisfaire aux conditions définies en annexe II du présent arrêté (points 1, 2 et 3) en ce qui concerne notamment :

- la procédure d'acceptation préalable ;
- la caractérisation de base ;
- la vérification de la conformité ;
- la vérification sur place ;
- le test de potentiel polluant - modes opératoires ;
- les critères d'admissions ;
- la vérification à l'arrivée sur le site ;
- le bordereau de suivi au titre de l'arrêté du 4 janvier 1985 qui doit être conservé à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans.

A l'exception des résidus d'amiante et de certains déchets explicitement visés par dérogation du Ministère de l'Environnement, ces déchets doivent être stabilisés s'ils ne respectent pas les critères d'admission fixés en 3 de l'annexe II.

Les déchets contenant de l'amiante tels que définis à l'article 16.8.1 font l'objet des mesures spécifiques définies en 16.8.2.

Si les déchets respectent, à leur entrée sur le parc, les conditions fixées au 3 de l'annexe II du présent arrêté, ils peuvent être conditionnés ou stockés en l'état.

Sinon, ils doivent être stabilisés dans l'une des deux unités de stabilisation ou par l'intermédiaire du tunnel de polymérisation.

Un déchet est considéré comme stabilisé quand sa perméabilité à l'eau et sa fraction lixiviable ont été réduites et quand sa tenue mécanique a été améliorée de façon que ses caractéristiques satisfassent aux critères d'acceptation des déchets stabilisés fixés au point 3 de l'annexe II du présent arrêté.

14.2 Déchets interdits sur le site de l'Oisonnière

Sont interdits :

- tout déchet dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admission correspondants ;
- tout déchet dont la teneur en PCB, telle que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse.
- tout déchet liquide ou dont la siccité est inférieure à 30% ;
- les déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article L.541-24 du Code de l'Environnement;
- tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :
 - chaud (température supérieure à 60°C)
 - radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
 - non pelletable ;
 - pulvérulent non préalablement conditionné ou traité en vue de prévenir une dispersion;
 - fermentescible ;
 - à risque infectieux tel que défini dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique. »

14.3 Procédure d'acceptation préalable d'un déchet

La procédure d'acceptation en centre de stockage pour déchets dangereux comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe II du présent arrêté.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an. Elle est définie au point 1.2 de l'annexe II.

Un déchet ne peut être admis sur le site de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur (ou détenteur) d'un certificat d'acceptation préalable.

Le certificat d'acceptation préalable est délivré au vu des résultats de la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe II. Il est valable pour une durée d'un an, période à l'issue de laquelle la totalité de la procédure est renouvelée, et si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

14.4. Origine géographique des déchets

Les déchets proviennent principalement de la région des Pays de Loire et des régions limitrophes.

14.5. Contrôle à l'arrivée

Toute arrivée de déchets sur le site d'une installation de stockage fait l'objet des vérifications figurant à l'article 14.6 ainsi qu'au point 1.3 de l'annexe II.

En cas de non présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. Les dispositions de l'article 11.1.3 sont appliquées.

En cas d'absence d'un des documents de suivi ou en cas de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé.

Les vérifications prévues au point 1.3 de l'annexe II doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée des déchets sur le site. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative.

Il appartient le cas échéant à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement avant le stockage définitif.

Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.

14.6 Echantillonnage à l'arrivée

Chaque chargement fait l'objet d'un prélèvement d'échantillon représentatif.

Pour les déchets livrés conditionnés en big bags, l'ensemble des conditionnements doit pouvoir faire l'objet d'une inspection visuelle de leur contenu et d'un prélèvement d'échantillon.

Pour les déchets livrés en vrac, ce prélèvement est effectué par sondages répartis sur le chargement de manière à obtenir un échantillon représentatif.

Pour s'assurer de l'appartenance du déchet aux familles définies à l'article 14-1-1, les vérifications suivantes sont effectuées :

- vérification le cas échéant des documents requis par le règlement 259/93 du Conseil
- existence d'un bordereau de suivi
- existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité
- examen visuel du chargement
- prélèvement de deux échantillons (sauf pour les résidus d'amiante et déchets présentant un risque sanitaire pour le personnel chargé du prélèvement) dont un est analysé
- test de lixiviation de courte durée.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets stabilisés ou de déchets bruts en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des contrôles réalisés sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination. La procédure globale de suivi et de contrôle doit alors faire l'objet d'une approbation initiale de l'inspection des installations classées.

14.7. Aire de lavage

L'aire de lavage installée à proximité de l'unité de stabilisation, est destinée au lavage des camions après livraison. Ce lavage n'est pas obligatoire.

Cependant, les protocoles de déchargement/rechargement spécifient que le transporteur doit s'assurer qu'aucun déchet n'est entraîné hors du site après déchargement de la livraison.

Article 3 : Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté préfectoral n°2002-P-1531 du 7 août 2002 sont remplacées par les dispositions de l'annexe II ci-après.

Article 4 : Les dispositions de l'annexe VI sont supprimées.

Article 5 : L'article 19.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Les critères de la colonne D du tableau sont remplacés par les critères définis par le point 3 de l'annexe II.

Article 6 : L'article 19.4.4 est supprimé et modifié comme suit :

« 19.4.4 – Critères d'admission

Les sols contaminés arrivant sur le biocentre ne devront dépasser en aucun cas les critères d'admission fixés au point 3 de l'annexe II ».

Article 7 : Les déchets ayant un certificat d'acceptation préalable en cours de validité à la date de notification du présent arrêté peuvent être acceptés durant toute la durée prévue par le certificat d'acceptation et dans les conditions prévues.

Au plus tard le 16 juillet 2005, les seuils définis au point 3 de l'annexe 3 pour le baryum, le cuivre, le molybdène, l'antimoine, le sélénium et les fluorures devront être respectés.

Article 8 : Diffusion

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de Changé pour y être consultée. Cet arrêté sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Changé.

Il sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

Un avis sera inséré dans deux journaux locaux par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant.

Article 9 : Transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté sera transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Article 10 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, M. le maire de Changé, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, M. l'ingénieur de l'industrie et des mines à Laval, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à madame le maire du Genest Saint Isle, messieurs les maires de Saint Ouen des Toits, Saint Berthevin, Saint Germain le Fouilloux, Laval, ainsi qu'aux chefs des services consultés.

Laval, le 27 novembre 2003
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Olivier de Mazières

Copie certifiée conforme à l'original
Le chef de bureau

Christian Gilard

IMPORTANT

Délai et voie de recours (article L 514-5 - titre 1er du Livre V du code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.